

Point fort

«C'était l'euphorie, le Portugal devenait une démocratie»

Commémoration Le 25 avril 1974, la révolution des Œillets libérait le Portugal du joug de la dictature. Antonio Da Cunha, professeur à l'UNIL, a connu la prison avant la liesse

Pascale Burnier

Lorsqu'il évoque l'avant-révolution, il se dit un rescapé. Antonio Da Cunha, 62 ans, professeur ordinaire à l'Institut de géographie et de durabilité de l'Université de Lausanne et président de la Fédération des associations portugaises de Suisse, a côtoyé l'oppression du régime d'António Salazar, la fuite vers la Suisse et le retour heureux au pays peu après la révolution du 25 avril 1974. Il se souvient de sa jeunesse où toute opposition à la dictature était réduite au silence. Sur ces neuf frères et sœurs, trois ont connu la prison. Antonio Da Cunha aussi. «La police politique était omniprésente, on se sentait à tout instant observé. Il n'y avait pas d'élection, ou alors truquée. On vivait dans la peur, avec cette chape de plomb, et en même temps on devait juste continuer à avancer. On pouvait sortir, s'amuser, mais il manquait l'essentiel: la liberté d'expression et la démocratie.»

Enlisé dans une dictature établie en 1933, le gouvernement portugais de Marcelo Caetano, successeur de Salazar, était prêt à tout pour anéantir les mouvements de révolte de ses colonies africaines, initiés dans les années 1960. Même à sacrifier sa jeunesse. Antonio Da Cunha avait 18 ans en 1970. L'avenir était sombre. «Les jeunes avaient l'obligation de faire l'armée durant quatre ans. On servait de chair à canon dans les colonies portugaises. J'étais étudiant en médecine et je savais qu'une fois mes études terminées, je serais envoyé en Angola ou peut-être au Mozambique. Tout cela nous révoltait. Aussi parce que ces guerres saignaient le pays et que la situation économique était catastrophique. Mais les moyens de répression étaient si forts qu'une partie de la jeunesse ne pouvait imaginer un changement.»

Et puis, il y a eu ce 4 février 1971. En deuxième année de médecine, Antonio Da Cunha distribue un tract annonçant une réunion de solidarité pour deux camarades étudiants emprisonnés en raison de leur affiliation au Mouvement de libération de l'Angola. «J'étais à l'entrée de la faculté, et un agent de la police politique s'est avancé vers moi. Il a pointé son revolver sur mon front. Il m'a mis dans un taxi. Je croyais que c'était une blague, que j'étais bizuté. Mais non, tout cela était vrai. On m'a interrogé pour savoir à quelle organisation j'appartenais. Mais je n'étais affilié à aucun parti, mon action était civique. On m'a pourtant accusé d'appartenir à un mouvement communiste. Et c'est comme cela que j'ai été transféré à la prison de haute sécurité de Lisbonne.»

La torture et la fuite

Trois mois en cellule d'isolement. Sans pouvoir parler au téléphone à sa famille durant les deux premiers mois. Voilà ce qui attendait ce jeune Portugais de 19 ans. Les années ont passé, mais à évoquer ce moment, la voix se brise. «Je n'ai pas été frappé. Mais torturé différemment. Ils nous empêchaient de dormir. On était interrogé à tout moment. Au milieu de la nuit. Parfois durant douze heures. J'ai tenu comme j'ai pu.» Sans avoir pu prouver qu'il appartenait à un mouvement de l'opposition, ses bourreaux le libèrent. Mais il est expulsé de l'Université et jugé en avril 1971 par le Tribunal politique de Porto pour activité subversive. Le procès est collectif. «On a eu beaucoup de chance, car le régime déclinait, et notre procès a fait jurisprudence. C'était la première fois que les déclarations faites sous la torture n'étaient plus considérées comme une preuve. Nous avons donc tous été acquittés», se remémore-t-il.

Le lendemain, Antonio Da Cunha quittait le Portugal pour Lausanne, là où vivait



Témoignage
Antonio Da Cunha raconte les années d'oppression et l'émotion de la révolution. MARIUS AFFOLTER

«J'étais à l'entrée de la faculté, et un agent de la police politique s'est avancé vers moi. Il a pointé son revolver sur mon front»

Antonio Da Cunha, 62 ans, prof à l'UNIL

déjà un de ses frères. Par peur des représailles, sachant que le prochain calvaire aurait été de combattre outre-mer, il a planifié sa fuite. «Pour sortir du pays, il fallait une autorisation militaire. Alors j'ai trouvé des faux papiers. En fait, non, j'ai eu de vrais faux papiers. Maintenant, cela est assez ancien pour que je le dise. Ma

famille avait aidé un sergent qui délivrait justement ce type d'autorisation. C'est lui qui me les a faits, et a inscrit le sceau en tremblant de peur. Quelques minutes plus tard, je partais en train et j'arrivais en Suisse le jour de mes 20 ans.»

Antonio Da Cunha s'inscrit en HEC. Parallèlement, il s'engage dans des mouvements en exil, fréquente des opposants au régime, et manifeste au Comptoir Suisse en 1973 contre l'hôte d'honneur, qui n'est autre que le Portugal. Le jour de la révolution des Œillets du 25 avril 1974, il ne l'oubliera jamais. «Ça a été une surprise générale. On se méfiait car c'était tout de même des militaires qui avaient fait le coup d'Etat. Deux jours après, on s'est réuni au Café de l'Evêché avec des amis. Des dirigeants en exil disaient qu'il s'agissait d'un vrai changement et qu'il fallait se mobiliser pour que le pays soit repris politiquement en main. Alors on a

décidé de rentrer au pays. Un bus nous attendait à Paris. On était trente à partir pour Lisbonne. A notre arrivée, c'était juste fabuleux. Des centaines de milliers de personnes étaient dans la rue. Il y avait une euphorie, tout le monde célébrait. Le Portugal devenait enfin une démocratie», confie-t-il avec émotion.

Un tournant indispensable

Antonio Da Cunha est resté un an au Portugal. Porté par ce bonheur, il a rejoint son village natal et s'est investi politiquement. Puis, il a fallu penser à gagner sa vie. De quoi reprendre la route de la Suisse et enchaîner sur une brillante carrière académique. Comme lui, des milliers de Portugais ont ensuite migré. Jusqu'à faire de la communauté portugaise la troisième plus importante de Suisse, et dont la majorité est installée entre Vaud et Genève.

Pour lui, la révolution a été un tournant indispensable pour son pays. «Le Portugal est sorti de son isolement international ce jour-là. La décolonisation et l'accueil de 250 000 personnes des colonies ont été extraordinaires. Les personnes se sont intégrées rapidement. Il y a eu des moments difficiles, bien sûr. Et l'immigration a été massive jusque dans les années 1980. Mais le pays a réussi à se développer. Tout semblait sourire au Portugal jusqu'à récemment. Aujourd'hui, la situation est très critique. La crise économique et sociale crée une nouvelle vague de départs. Il n'y a plus de perspective de politique publique.»

Mais Antonio Da Cunha positive en pensant que son pays n'est pas retombé dans les travers de l'époque. «Heureusement, il n'y a pas aujourd'hui de mouvement d'extrême droite comme ailleurs en Europe.»

Des commémorations au goût amer

● Les capitaines d'avril sont amers. Ceux qui sont à l'origine du coup d'Etat qui a renversé la dictature le 25 avril 1974 sont exclus des commémorations officielles. Les militaires voulaient avoir le droit de s'exprimer à l'Assemblée nationale pour les 40 ans de la Révolution, mais la présidente du parlement s'y est opposée. Les députés de la majorité de droite n'avaient vraisemblablement pas envie d'entendre de dures critiques à l'égard du gouvernement et de sa politique d'austérité. Car les capitaines estiment que les valeurs d'avril, celles de la démocratie, sont bafouées par le gouvernement de Pedro Passos Coelho.

Otelo Saraiva de Carvalho, qui avait dirigé les opérations lors du coup militaire de 1974, n'hésite pas à affirmer que «la coalition PSD/CDS

(sociaux démocrates et chrétiens démocrates) est en train de signer l'acte de décès du 25 avril».

Les capitaines ont reçu le soutien de Mário Soares. A 89 ans, l'ancien président de la République (socialiste) et chantre de la démocratie portugaise a refusé de prendre part aux commémorations officielles. Le vieil homme n'a pas de mots assez durs pour critiquer la politique de l'actuel gouvernement, qu'il accuse d'être au service d'intérêts particuliers.

Soares estime - et d'autres avec lui - que les sociaux-démocrates épaulés par les chrétiens-démocrates veulent prendre leur revanche sur les idéaux de justice sociale et de démocratie véhiculés par le 25 avril 1974. Un sondage publié ce mercredi au Portugal montrait que 80% des

personnes interrogées considèrent que le pouvoir central ne respecte pas ou peu les «valeurs d'avril»: la démocratie, la liberté, la paix et la justice sociale.

Un résultat sans équivoque qui traduit le sentiment diffus dans l'opinion, mais largement ressenti, que les dirigeants ont abandonné le peuple. La démarche obstinée du gouvernement - qui veut montrer qu'il a respecté les règles fixées par le Fonds monétaire international et l'Union européenne pour redresser l'économie - engendre lassitude et frustration dans le pays, les mois passant. Et pour les défilés traditionnels en ce jour férié, le peuple a bien l'intention de crier haut et fort *Abril sempre!* («Avril toujours!»), un œillet rouge à la main.

Marie-Line Darcy Lisbonne

Les dates-clés

5 octobre 1910 Le Parti républicain portugais renverse la monarchie constitutionnelle et proclame le Régime républicain au Portugal.

28 mai 1926 L'armée réalise un coup d'Etat et instaure une dictature militaire. Un président de la république sera toutefois élu en 1928.

5 juillet 1932 L'économiste António de Oliveira Salazar devient chef du gouvernement et met en place un régime autoritaire, l'Estado Novo (l'Etat nouveau). Ses opposants sont pourchassés sans pitié, torturés, déportés.

27 juillet 1970 Salazar meurt. Il avait cependant été écarté du pouvoir en 1968, après un accident vasculaire cérébral.

25 avril 1974 Les militaires, soutenus par le peuple, font tomber le régime et lancent la transition démocratique.

G.K.